

Alimentation et société. Les grands entretiens de la Mission Agrobiosciences. Juin 2013

« Au lieu de s'enfermer dans des logiques de transparence illusoire, assumons plutôt de réinjecter du risque. »

Un entretien avec Olivier Assouly, philosophe, juin 2013

De la vache folle aux lasagnes de cheval, bien qu'elles soient de natures différentes, les crises alimentaires ont sérieusement ébranlé la confiance des consommateurs. Plus que jamais, la réponse des pouvoirs publics consiste en une injonction aux contrôles et à la transparence. Pour le philosophe Olivier Assouly, cette manière de faire est vouée à l'échec.

Dans ce long entretien avec Sylvie Berthier, de la Mission Agrobiosciences, il revient sur les notions d'alimentation, de confiance, de contrat, de transparence, de traçabilité, de risque, de circuits courts... mais aussi sur le statut de l'animal. Car des méga-fermes à la production de minerais, la viande dé-symbolisée n'en a sûrement pas fini de nous rester en travers de la gorge.

Sylvie Berthier. Olivier Assouly, que vous inspirent les derniers événements concernant le système alimentaire. Je pense en particulier à la crise des lasagnes à la viande de cheval.

Olivier Assouly. Je dois commencer par une remarque qui peut sembler accessoire, mais qui à mes yeux ne l'est nullement. On peut douter de la pertinence d'un usage aussi systématique du terme "alimentation" : on nourrit un enfant ou un homme, cela signifie qu'on prend soin de lui, et que ce geste serait porteur de traditions. Mais on alimente une usine, ou encore une centrale électrique ou une machine en combustible. L'alimentation est un terme générique dont l'usage -et ce qu'il recoupe- nous engage bien au-delà de ce que nous croyons. Cela laisse croire à une pure question d'apport de nutriments et à des solutions techniques au mauvais sens de ce terme. C'est encore la vision du marché, celle qui domine lorsque des experts demandent comment pourvoir aux besoins des dix milliards d'humains : on réduit la question à un pur ratio entre ressources et démographie.

Je prends soin au reste de ne parler que de la différence entre une machine et un être vivant, parce que la question de l'alimentation animale se pose : l'intensification des modes de production de la viande est directement en jeu et en cause à travers les crises et la défiance qui en découle. On le voit par exemple au travers des innovations fonctionnelles qui poussent à concentrer industriellement les élevages en « méga-fermes »¹, notamment en Allemagne et aux Pays-Bas, avec des parcs concentrant 3 000 vaches ou plus de deux millions de poulets.

Dès lors, la question se pose de savoir comment ré-instaurer de la confiance. A votre avis, la transparence et la traçabilité sont-elles de bons leviers ? Ou ne sont-elles qu'illusoire ?

La traçabilité, le juridique, le contrat, la transparence ne créent pas la confiance. Elles sécurisent les espaces d'achat dans le meilleur des cas. Il y a une contradiction entre les

¹ Lire sur le site de la Mission Agrobiosciences, la revue de presse : **Méga-étables : ça débat ferme** (une revue de presse, mars 2013) http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3544

mesures de renforcement de la traçabilité (demandées suite à la crise des "lasagnes à la viande de cheval") qui, en fin de compte, contractualisent les rapports entre les acteurs des filières, et le désir de retrouver de la confiance à l'égard de notre système alimentaire.

Or la confiance ne vient pas de normes légales, ni d'un contrat, en ce sens que le contrat est établi là-même où la confiance ne peut créer suffisamment de lien. D'une certaine manière, lorsque dans l'acte de se nourrir les formes contractuelles (label, marques, etc.) gagnent du terrain, jusqu'à devenir dominantes. Elles rognent la place des autres modalités et liens qui eux dépendent d'une forme de responsabilité presque infinie qui dépasse toute valeur contractuelle. Par définition, à partir du moment où est instauré un caractère législatif et juridique très contraignant, il n'y a plus de confiance. C'est tout le paradoxe. Pour le dire autrement, la confiance ne se crée pas ex nihilo, à partir d'un appareillage juridique ; elle s'entretient, et lorsqu'elle se défait, il s'agit ensuite de ménager les conditions propices à son rétablissement.

Auriez-vous un exemple concret ?

Prenons le cas du restaurant. C'est un lieu inquiétant, les cuisines sont invisibles et l'origine des produits inconnue. Et pourtant, dans certains cas – dans l'hypothèse où l'on s'y rend en toute confiance – on n'attend pas du chef ou de ce lieu des gages tangibles de qualité formelle. C'est le principe de la confiance : on s'engage à l'aveugle. Celui à qui l'on a affaire peut potentiellement tricher, mais on lui accorde une autorité telle que, au fond, il ne le fera pas. Mais on ne peut jamais en avoir la certitude absolue. La confiance suppose d'assumer une part d'incertitude, en ce sens que je peux toujours être trompé par celui qui m'apporte des nourritures. Ce risque reste, pour une part, incompressible.

Or le refus aujourd'hui manifeste d'assumer ce risque tient au fait qu'il n'y a pas ou plus de confiance au sens non contractuel : c'est la raison pour laquelle le risque doit être totalement nul, s'il se mesure à une norme ou une règle, et que toute infraction est intolérable. Car les écarts sont perçus comme des atteintes au contrat, des réalités non prévues et alors délictueuses : celui avec qui vous avez une relation de manière contractuelle n'a pas le droit à l'erreur. Le cas échéant, vous êtes en droit d'attendre un dédommagement. En revanche, l'erreur est tolérée dans le cas où vous accordez au départ votre confiance : le vigneron qui travaille avec loyauté ou dignité a plus de chance de bénéficier de notre indulgence.

Autrement dit, l'intransigeance résulte du contrat, quand la tolérance résulte de la confiance. Alors au lieu de s'enfermer dans des logiques de transparence assez illusoire, qui finiront par éliminer le risque avec une formalisation extrême – par le calcul, des programmes, des plans... – et aboutiront à des choses relativement froides et impersonnelles, assumons plutôt de réinjecter du risque, mais autrement que sous la forme des perversions vénales et libérales du marché.

Il y a du risque dans l'équilibre tendu qui anime certains producteurs qui recherchent un degré de perfection qui les expose à l'échec : c'est tout le contraire avec des marchandises stéréotypées, répondant certes à des normes sanitaires, mais auxquelles manquent tout élan vital et folie. Alors que la confiance, c'est assumer une part de risque, mais bien sûr pas à n'importe quel prix.

On voit parfaitement l'impasse d'une transparence accrue et maximisée. L'argument de la transparence et de la sécurisation alimentaire, qui créerait automatiquement de la confiance, c'est la parade du marché qui cherche par tous les moyens à se conserver en l'état. Mais la confiance n'a rien de contractuel. Elle ne provient pas des marques et des preuves de qualité. Si on a obtenu la garantie tangible et "scientifique" que le produit est ainsi qu'il est annoncé, pourquoi s'embarrasser de confiance ? La confiance réclame de s'en remettre à un autre que soi-même.

Avoir confiance, c'est courir le risque d'être trompé en sentant bien que l'on ne devrait pas l'être. Mais ce risque fait aussi la force du rapport de confiance. L'effondrement que nous connaissons n'est pas tant celui du système agroalimentaire au plan économique que celui de sa valeur sociale, qui laisse penser à une monnaie de singe.

Alors sur quels leviers agir pour redonner confiance ? De plus en plus d'observateurs et d'acteurs pensent que les circuits courts seraient un horizon de confiance...

Les circuits courts, c'est loin d'être stupide, mais c'est compliqué, car dans cette affaire l'Etat a « le cul entre deux chaises » : difficile de sauvegarder les intérêts immédiats de ses électeurs tout en cherchant à servir les intérêts transnationaux du marché. On le voit bien : il cherche à sécuriser une structure sociotechnique existante sans vraiment la réformer, sans jamais remettre en cause le modèle dominant du marché.

Or, les circuits courts permettent précisément de réinjecter non pas de la confiance, mais de poser les cadres nécessaires à son déploiement, un horizon favorable, puisque l'espace de production se situe à l'intérieur de l'espace de consommation. Dans cette proximité, il y a une question essentielle : jusqu'à quel point peut-on endurer de réduire la présence de l'autre, la vue des animaux, la présence des denrées, en chair et en os ? Il se peut que la distance soit dans l'absolu irrecevable ; c'est une hypothèse que la crise ne cesse en tout cas de corroborer ces derniers temps. Cela pose en retour la question des outils techniques - notamment numériques - comme étant eux-mêmes porteurs de plus de proximité sous certaines conditions, grâce aux réseaux et à l'accès à des scènes de production ou fabrication invisibles jusqu'alors.

Faut-il reposer la question, comme vous le suggérez, de la nature carnée de notre alimentation et du statut, de la place de l'animal dans notre société ?

Hors de cet horizon de confiance et d'une transformation des techniques de production et de commercialisation, la viande - ce qu'elle est aujourd'hui - n'est plus qu'un flux de matière première, un combustible, du fioul, un minerai. Dès lors qu'on ne peut plus tracer des lignes morales et sociales de partage entre nous et les animaux, d'ordre symbolique, avec des frontières identifiées et par endroit poreuses, c'est une situation assez chaotique - au sens biblique du terme de chaos. Notre alimentation a été complètement dé-symbolisée : pour preuve, la viande ne fournirait que des rations protéinées...

Nous devons fondamentalement reposer la question de la nature carnée de l'alimentation : que signifie aujourd'hui manger de la viande ? Et pas simplement, était-ce du cheval alors qu'on annonçait de la viande de bœuf ? Car dans cette affaire, il n'a pas été question de reposer la question de la place de l'animal dans notre société industrielle, en dépit de ses élevages intensifs et de ses techniques d'abattage contraires aux valeurs élémentaires que notre civilisation s' imagine porter. J'ai acquis la conviction que dans quelques décennies nos successeurs pointeront le haut degré de barbarie de notre appareillage économique et technique.

Au fond, il n'y a pas tant de différence que cela entre la façon dont sont nourris les animaux (les nourritures fourragères) et celle dont nous nous nourrissons d'eux. A partir du moment où l'on obtient une matière première, quelque chose d'indéfini, d'indéterminé, cela devient de la viande au sens générique : des protéines. Tout cela, en faisant croire qu'il s'agit de la seule source de protéines indispensables à l'homme. Or cette raison de manger de la viande est discutable, puisque l'on peut trouver des protéines ailleurs.

Pour autant, cela ne suffit pas à faire le jeu du végétarisme contre une alimentation carnée si celui-ci repose, comme dans certains cas, sur la dénégation - avec aussi sa part de violence - de la consommation de la chair animale. Je n'ignore pas qu'il y aura bien des

experts pour nous expliquer en long et en large que l'industrialisation est porteuse de progrès uniques dans l'histoire de l'humanité. Mais encore une fois, cet argument a une signification puissamment idéologique, il ne sert qu'à évacuer les problèmes que nous rencontrons et à accepter les choses en l'état.

Autre question largement évacuée, comme si cela allait de soi, celle du sacrifice, de la mort de l'animal, et de la consommation de viande...

Oui, pourtant elle est inscrite en profondeur dans notre histoire politique et religieuse. Je m'explique. Depuis l'Antiquité grecque, nos sociétés se fondent dans des lois au regard desquelles le sacrifice animal est essentiel. Tout pouvoir ne s'exerce que dans le cadre fixé par le sacrifice qui, dans une plus large mesure, autorise chacun des membres de la société à ingérer sa part de viande. Si le chef se doit d'être exemplaire, étant l'homme du gouvernement et par excellence mangeur de chair animale, au-delà de sa personne, c'est toute la communauté qui est concernée : former un corps politique et atteindre l'humanité de l'homme, en allant à rebours de l'animalité, c'est en passer par ce "droit" de mettre à mort des animaux. L'autorité et notre pouvoir, et partant notre société, semblent reposer sur la consommation "virile" de viande, de manière intime et fondamentale. Difficile d'imaginer un chef d'Etat végétarien. L'idée que le pouvoir puisse être crédible comme pouvoir et comme force sans tout ce qui va avec, c'est à dire le sacrifice, l'organisation de la mort de l'animal, le droit de le tuer, de tuer en général, est difficile à imaginer.

Mais ce droit de tuer les bêtes n'a jamais été absolu. Il a demandé, au fil des âges, de prendre en compte la condition animale, les conditions d'élevage, de tuerie, tout ce qui concerne la souffrance, etc. Ces questions sont désormais évacuées avec des standards de bien-être des animaux et de mise à mort au sein des abattoirs. La question même de la mort est évacuée par la construction de normes qui la neutralisent. Et avec elle, toute la question – qui n'en ressort pas moins à l'heure actuelle, en raison même de la dénégation à l'œuvre – des rapports entre nous, humains, et les bêtes.

Ce que montrent nombre de religions - pardon de ne pouvoir entrer ici plus en détail - c'est que l'ingestion d'un animal constitue quelque chose d'inouï. Une alimentation carnivore continue d'être source de tensions, ne serait-ce qu'à travers l'exigence d'éviter des souffrances aux bêtes. On voit mieux la violence de ce processus à notre époque industrielle avec l'élevage et la tuerie à grande échelle. Transformer l'animal en viande signifie produire et commercialiser du matériau carné, une marchandise, c'est-à-dire placidement des produits consommables et des morceaux à cuisiner. Cela conduit à une coupure sans équivalent historique entre des êtres humains, ayant eux tant bien que mal une existence symbolique et le droit de vivre, et des animaux, qui sont identifiés à du combustible utile à la jouissance. Le retour du refoulé se traduit dans les circonstances actuelles par des résurgences brutales et parfaitement compréhensibles de végétarisme.

Accéder au portrait et autres entretiens avec Olivier Assouly sur le site de la Mission Agrobiosciences : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3329

Document édité par la Mission Agrobiosciences www.agrobiosciences.org
SUIVEZ-NOUS SUR FACEBOOK : <https://www.facebook.com/agrobiosciences>
SUIVEZ-NOUS SUR TWITTER : <https://twitter.com/#!/agrobiosciences>